

UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND

TERMES DE REFERENCE DE SOUMISSIONNAIRE ET DEMANDE DE CONTRATSSA LOME - TOGO

Composante : Efficacité du Programme

SECTION A

1-Titre de la consultation

Consultation nationale pour la préparation aux urgences, ainsi que la réduction des risques d'extension de la crise du Sahel dans le nord du Togo.

2-Section concernée : Efficacité du Programme

3-Objectif global :

Sous la supervision du point focal Urgence, en étroite collaboration avec la taskforce Urgence, et avec le soutien technique du spécialiste urgence basée à Tamale (Ghana), le consultant national aura pour responsabilité de contribuer à l'analyse des risques et des capacités en ce qui concerne la situation humanitaire, pour la planification, la préparation et la réponse aux urgences. Il sera également chargé de la conception et de la mise en œuvre des stratégies de renforcement des capacités des programmes réguliers dans une perspective de réduction des risques et de prévention des crises. Un accent particulier sera mis sur la réduction du risque d'extension de la crise du sahel sur le territoire Togolais notamment dans le nord du Pays.

4-Contexte

L'UNICEF travaille dans les endroits les plus difficiles du monde, pour atteindre les enfants les plus défavorisés. Sa mission est de sauver des vies, de défendre les droits des enfants et d'aider les enfants à réaliser leur plein potentiel.

Dans 190 pays et territoires, l'UNICEF travaille pour chaque enfant, partout, chaque jour, pour construire un monde meilleur pour tous.

En raison de la détérioration de la sécurité au Sahel central, le nombre de personnes déplacées internes est passé de 70 000 en 2018 à 1,2 million en novembre 2019, dont 840 000 en provenance du Burkina Faso. Cette augmentation marquée des incidents sécuritaires, en particulier la violence armée au Burkina Faso, au Mali et au Niger (Sahel central) a un impact dévastateur sur la survie, l'éducation, la protection et le développement des enfants.

Il est estimé que 5,3 millions d'enfants ont besoin d'une aide humanitaire dans les trois pays du sahel : Burkina Faso, au Mali et au Niger (Sahel central).

La plupart de ses pays sont parmi ceux dont les indicateurs de développement sont les plus faibles au monde et la tendance actuelle dans le Sahel semble prévoir que la menace de conflit armé pourrait s'étendre vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Les civils seraient de plus en plus pris pour cible (notamment les écoles, les établissements de santé et les églises) ou engagés (recrutement d'enfants et de jeunes dans la milice).

En 2020 et 2021, les pays du Sahel côtier et central tiendront leurs élections législatives et présidentielles. Ces élections pourraient contribuer à des tensions politiques et même à des violences intercommunautaires que les groupes armés non étatiques pourraient utiliser pour gagner du terrain. Le risque de débordement dans les zones septentrionales des pays limitrophes des conflits est d'autant plus grand que les frontières entre ces pays sont poreuses, que la vulnérabilité des populations qui y vivent reste élevée et qu'il n'y a pas suffisamment de représentants et de structures de l'État, y compris les services sociaux de base, ni de partenaires humanitaires et de développement. Ces zones éloignées, mal surveillées et peu desservies en services sociaux

de base sont donc un terrain fertile pour l'intrusion de groupes armés extérieurs et le développement de groupes armés endogènes.

La crise au Sahel central, avec les derniers développements notamment au Burkina Faso, a démontré les grandes difficultés de la communauté humanitaire à faire face à l'accélération des progrès dans des zones où les structures étatiques, les partenaires humanitaires et de développement ainsi que les réseaux communautaires sont insuffisamment représentés, voire absents.

Il est donc urgent de mettre en place des mesures d'atténuation dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest ayant des frontières communes avec le Sahel central afin de s'assurer que toute répercussion probable de la crise n'aggrave pas les vulnérabilités déjà existantes des communautés des zones septentrionales de ces pays. Le niveau d'urgence L2 pour la région du Sahel central vient d'être activé à nouveau pour une période de 6 mois. L'inclusion de cinq pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, le Bénin, le Togo, le Ghana, la Côte d'Ivoire et la Guinée dans sa dimension de préparation aux urgences humanitaires reste une particularité de l'activation du niveau d'urgence L2.

L'intensification des interventions de l'UNICEF vise, d'une part, à réduire les vulnérabilités des communautés et, d'autre part, à minimiser l'impact des chocs potentiels. Pour ce faire, elles doivent viser à renforcer la résilience des communautés, à promouvoir la cohésion sociale et la paix, à améliorer l'accès aux services sociaux de base et à mettre en place des mécanismes permettant de faire face à une situation qui se détériore rapidement.

Plus spécifiquement, le Togo est confronté à des risques climatiques récurrents, tels que les inondations, les épidémies (choléra, méningite, polio, rougeole) et les déplacements internes ou transfrontaliers de population, en raison de conflits intercommunautaires pour le contrôle des terres ou de troubles sociopolitiques. En outre, comme mentionné ci-dessus, il est menacé par la persistance et l'intensification des conflits armés dans la région voisine du sud-est du Burkina Faso.

Il est donc impératif que l'UNICEF anticipe une aggravation de la situation au Togo, ainsi que dans d'autres pays côtiers, en renforçant sa présence par le biais de ses programmes réguliers et en mettant en place des mécanismes d'alerte/action rapide dans les régions du nord du pays. L'objectif étant de s'appuyer sur les programmes existants, tout en augmentant sa capacité à répondre aux chocs en soutenant le gouvernement national et les partenaires humanitaires, notamment ceux qui travaillent au niveau communautaire.

5- Objectifs de la consultation

Le poste de consultant national Préparation aux urgences devrait contribuer aux résultats suivants :

- Sous la supervision du Point Focal urgence du Bureau, en étroite collaboration avec le bureau régional et avec le soutien du spécialiste des urgences (préparation) basé à Tamale (Ghana), contribuer à la préparation d'une analyse détaillée de la situation et des risques de débordement de la crise au Burkina-Faso pour soutenir la coordination "L2 Pays côtiers". Il s'agira de fournir des conseils et des recommandations pour la préparation et l'action préventive au bureau du Togo, ainsi que des contributions à l'analyse régionale de la situation ;
- Sous la supervision du Point Focal urgence du Bureau, en étroite collaboration avec le bureau régional et avec le soutien du spécialiste des urgences (préparation) basé à Tamale, aider le bureau du Togo à incorporer et à renforcer les programmes, projets, activités et dispositions opérationnelles connexes de préparation de réduction des risques, de prévention, d'atténuation et de réhabilitation ;
- En soutien au Bureau du Togo, participer au renforcement de la coordination multisectorielle avec les partenaires d'exécution en organisant des ateliers de renforcement des capacités au niveau décentralisé, en coordination avec les différentes composantes de programmes ;

- Contribuer aux efforts du bureau pour identifier des fonds destinés à soutenir la préparation et l'intervention en cas d'urgence de débordement, notamment par le biais d'appels humanitaires, l'élaboration de propositions de fonds au niveau national, ainsi que de rapports aux donateurs et d'autres documents pertinents.

6- Supervision

Le consultant national travaillera sous la supervision du Point Focal Urgence du Bureau.

7-Résultats attendus

- Une identification des réseaux communautaires existants est faite ;
- Un mécanisme d'alerte précoce contribuant à la surveillance du contexte humanitaire et sécuritaire notamment dans le nord du pays est mis en place ;
- Des partenaires de mise en œuvre ayant une base communautaire solide sont identifiés en vue de l'établissement des partenariats efficaces ;
- La coordination multisectorielle des partenaires de mise en œuvre est renforcée, ce qui permet des interventions intégrées dans les zones les plus vulnérables ;
- Les lacunes dans les intentions telles que mise en œuvre à l'heure actuelle sont identifiées, ce qui permet la conception d'un plan pour de renforcement inclus dans les plans de travail 2021.

10-Produit final :

- Cartographie des réseaux communautaires existants est faite ;
- Mécanisme d'alerte précoce à base communautaire mis en place et permet de surveiller la situation humanitaire et sécuritaire ;
- Partenaires de mise en œuvre avec une base communautaire solide identifiés et des partenariats établis
- Coordination multisectorielle renforcée, permettant des interventions intégrées bien ciblées, dans les zones les plus vulnérables ;
- Lacunes dans les intentions mise en œuvre identifiées, et existence d'un plan de renforcement inclus dans les plans de travail 2021.

11- Qualifications ou domaine de connaissance /expérience requise

Le/la consultant(e) national devra avoir les qualifications et expériences ci-après :

Diplôme universitaire (Bac+5) dans l'un des domaines suivants : sciences sociales, administration publique, droit, santé publique, nutrition, relations internationales, administration des affaires ou autres disciplines connexes. De préférence une combinaison de gestion, d'administration et de domaines techniques pertinents.

Expérience :

Deux années d'expérience professionnelle pertinente au niveau national et/ou international dans l'élaboration, la planification, la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation ou l'administration de programmes.

Une formation/expérience dans la gestion des interventions d'urgence est hautement souhaitable.

Une expérience de la C4D est un atout.

Une expérience de terrain pertinente et directe dans la planification, la gestion et/ou l'évaluation de programmes d'urgence est requise.

Une expérience de travail avec les Nations Unies ou les ONG internationales pertinentes, avec un accent important sur l'analyse et les conseils sur les besoins des enfants et des femmes touchés par les conflits, est un atout.

Exigences linguistiques :

La maîtrise du français et une bonne connaissance de l'anglais sont requises.

La connaissance d'une autre langue officielle des Nations unies ou de la langue locale du lieu d'affectation est considérée comme un atout.

12-Durée de la mission : 6 mois

Pour la sélection du consultant, les candidats proposeront une offre incluant :

1. L'offre technique comportant :

- Une note de compréhension des termes de référence ;
- Une méthodologie d'exécution du mandat ;
- Un chronogramme de réalisation de la mission précisant les différentes phases ;
- Le curriculum vitae du /de consultant(e) et les références ; les références devront comporter une description détaillée des interventions similaires réalisées par le/la consultant(e) ainsi que les noms des clients qui en ont bénéficié.

2. Une offre financière